

AGIR

Le des journal
communistes
à l'entreprise

Numéro 8 • Octobre 2023

— Édito —

L'inflation que nous subissons au quotidien n'a rien d'une fatalité que nous devrions endurer docilement.

Celle-ci relève des choix politiques des différents gouvernements et des choix de gestion réalisés dans les grands groupes. En effet, les flots de liquidités déversés par la BCE, sans contrepartie pour l'emploi et les salaires, ont alimenté une inflation considérable du capital. Les résultats du premier semestre des entreprises du CAC 40 révèlent des chiffres records. Celles-ci ont en effet profité de la crise pour gonfler leurs marges et réaliser des profits considérables. Cette situation appelle à une action ferme et rapide pour répondre aux urgences du quotidien de millions de salarié·es. Le gouvernement en est bien incapable tant il accompagne les grands, tant sa politique ne répond qu'aux exigences des marchés financiers. Il en est réduit à faire des demandes aux entreprises qui sont sans lendemain, car accompagnées d'aucune contrainte. De suite, l'indexation des salaires sur l'inflation, le blocage des prix pourraient répondre



Frédéric MELLIER

à l'urgence de perte considérable de pouvoir d'achat de l'ensemble de la population.

Plus globalement, cela appelle à un nouveau mode de développement en lien avec l'urgence écologique et les immenses besoins de la population. Pour y faire face, il y a besoin d'une autre politique économique qui place l'État comme un nouveau donneur d'ordre sur les questions stratégiques pour faire face

aux défis actuels, en s'émancipant des logiques de rentabilité. De manière plus impérieuse encore, la situation nous demande de transformer profondément le modèle de production en l'orientant vers les besoins de la population. Cela exige de donner plus de pouvoir aux salarié·es, aux citoyen·nes pour décider des choix stratégiques des entreprises et les mettre au service de l'ensemble de la société et s'émanciper du diktat des profits. C'est le projet de société que portent les communistes, c'est ce que porte avec détermination Fabien Roussel dans les médias ou dans son tour de France des entreprises.

“ AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons-la ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr ”



Augmenter les salaires et les pensions, c'est possible :



les luttes payent !

L'inflation continue sa progression. Les prix explosent, particulièrement sur l'alimentaire, l'énergie, les carburants. Les chiffres sont édifiants et c'est l'accélération de la précarité de la pauvreté qui frappe. Selon la dernière enquête du Secours Populaire, près d'un-e Français-e sur cinq (18 %) vit à découvert (en hausse de 3 points sur l'année écoulée) et ce sont près d'un tiers des ouvrier-es (31 %) et un quart des employé-es (25 %) qui sont touché-es par cette situation. La hausse violente des prix a des conséquences fortes : privations d'alimentation, de soins, mise à l'écart de l'emploi, surendettement, exclusion sociale...

Augmenter les salaires et les pensions est aujourd'hui une nécessité absolue. Le PCF fait des propositions d'urgence concrètes pour le pouvoir d'achat, à commencer par l'indexation temporaire des salaires et pensions sur l'inflation. C'est possible, avec une volonté politique : la Belgique a, par exemple, mis en place un mécanisme le permettant. Parmi les autres mesures que nous proposons, le blocage des prix, la baisse des taxes sur les carburants et la sortie des logiques du marché européen de l'énergie permettront de redonner rapidement du pouvoir d'achat aux salarié-es.

PLUS GÉNÉRALEMENT C'EST LA LUTTE QUI PAYE !

Contrairement à l'état de résignation et d'acceptation dans lequel voudrait nous enfermer les tenants du Capital comme le gouvernement Macron, les travailleur-es lorsqu'ils sont unis peuvent gagner et changer la donne. En effet, depuis un an, le pays vit au rythme des revendications sociales et des grèves dans de nombreuses entreprises, et des luttes puissantes et victorieuses ont permis aux travailleur-es mobilisé-es de gagner des augmentations de salaire. On pense à la lutte courageuse des Verbaudet, bien sûr, qui ont arraché des augmentations allant de 90 à 140 net mensuels au terme de 74 jours de grève et les récents exemples, nombreux, ne s'arrêtent pas là :



- ◆ **À la Snop** (métallurgie / Orne) : **5,1%** de hausse générale des salaires.
- ◆ **Chez Pescanova** (usine de crevettes / Pas-de-Calais) : **6%** de hausse générale des salaires.
- ◆ **Chez Findus** à Boulogne-sur-Mer où des grèves massives de 2H quotidiennes ont permis d'obtenir une moyenne de **7%** d'augmentation en une semaine.
- ◆ **À Eolane**, (usine de cartes électroniques / Angers) : **120 euros** d'augmentation pour tou-ttes les salarié-es au niveau du SMIC, et des augmentations progressives pour les autres.
- ◆ **À la fonderie Lorraine ZF-Voit** (Moselle) en deux jours les salariés ont obtenu une augmentation de **150 euros bruts d'augmentation et une prime de 1 500 euros.**





ET AILLEURS DANS LE MONDE LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT AUSSI :



En Allemagne, afin d'éviter une grève illimitée, la direction de la poste allemande a accordé une hausse moyenne du salaire de 11,5 % (160 000 salarié·es concerné·es !) S'ensuit une mobilisation de tout le secteur public, ce qui a eu comme résultat, dès avril 2023, une compensation de l'inflation en 2023 et au moins **de 340 euros par mois** à partir de mars 2024 pour 2,5 millions de salarié·es !



Aux États-Unis, malgré tous les efforts déployés par la troisième fortune mondiale pour empêcher les salarié·es de se mobiliser et de s'organiser, le premier syndicat chez Amazon est créé en 2021. Et des syndicats ont depuis été créés dans plusieurs centres du pays. Et dans l'industrie automobile, un grève inédit a été amorcé par le syndicat de la branche pour réclamer une **revalorisation des salaires de 36 % sur 4 ans** et une sécurisation des emplois, alors que ces constructeurs automobiles ont fait des bénéfices records cette année.

Et ce mouvement qui pourrait encore s'étendre et se prolonger... jusqu'à la victoire !



Christian Smalls,
responsable syndical chez Amazon

Le soutien des communistes au mouvement social pour l'augmentation des salaires et des pensions, aux côtés des organisations syndicales est total. Revaloriser le travail avec des salaires justes est une question urgente de pérennité pour des nombreuses filières, notamment des métiers du service public, de l'industrie, des services... **Le PCF a lancé une pétition en faveur de la hausse des salaires et des pensions à retrouver à la fin de ce numéro d'Agir, donnons-lui de la puissance en la faisant signer massivement !**

De l'argent, il y en a

Portés par les hausses de prix, les bénéfices nets cumulés des entreprises du CAC 40 s'élèvent déjà à plus de **71 milliards d'euros au premier semestre 2023**, soit + 11 % en 1 an.

200 milliards d'aides publiques abondent les entreprises sans contrepartie ni conditionnement chaque année, au détriment des rémunérations, de la solidarité nationale et des services publics

La fortune de Bernard Arnaud s'élève, en 2023, à 231,9 milliards de dollars. Il concurrence Elon Musk dans le classement Forbes de la 1^{ère} fortune mondiale.

En France, le salaire médian est de 2012 euros net par mois. 18,6 % des salarié·es gagnent moins de 1500 euros net par mois et 31 % se situent entre 1500 et 2000 euros.

Les prix alimentaires flambent à **+ 11 % en un an** (en moyenne) et de plus en plus de Français·es ont du mal à se nourrir. En dix ans, le nombre de personnes qui dépendent de l'aide alimentaire a triplé, pour atteindre 2,4 millions de personnes en fin 2022.



Stop à la hausse des prix

Pétition pour l'augmentation des salaires et des pensions !

Les prix flambent et la situation devient insupportable pour les Français·es qui se voient contraint·es de déboursier des sommes de plus en plus exorbitantes pour subvenir à leurs besoins vitaux tels que l'énergie, les carburants et surtout la nourriture.

Avec ces augmentations galopantes, 18 % des ménages vivent continuellement à découvert et 31 % des Françaises et des Français sautent des repas parce qu'ils n'ont pas les moyens.

Cette situation est inacceptable !

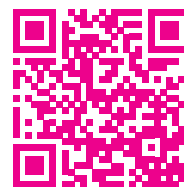
Le PCF est pleinement mobilisé contre la politique du Président de la République et du gouvernement qui poursuivent leur offensive au service exclusif du capital avec la complicité des forces de droite et d'extrême droite. L'heure est à mettre en échec le plan d'austérité de 15 milliards d'euros annoncé par le gouvernement. L'heure est à exiger un tournant majeur : donner la priorité à la formation et au développement de l'emploi, avec de bons revenus et salaires.

LES PROPOSITIONS DU PCF :

- ◆ **Indexer les salaires sur l'inflation**, augmenter les salaires et les pensions & garantir l'égalité salariale femmes - hommes
- ◆ **Bloquer les prix**
- ◆ **Baisser les taxes sur les carburants**
- ◆ **Sortir des logiques du marché européen de l'énergie**
- ◆ **Conditionner les aides publiques aux entreprises** au respect de critères sociaux et environnementaux



Je signe la pétition
**pour l'augmentation
des salaires et des pensions**



J'adhère



Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____